

ENVIRONNEMENT

CAHIER

J

JOUR DE LA TERRE

LE DEVOIR



Élevage de bœufs en Éthiopie

ARCHIVES LE DEVOIR



Champ de tournesols en Inde

ARCHIVES LE DEVOIR



Plantation de riz au Népal

ARCHIVES LE DEVOIR

«Le tissu vivant de la planète est une assurance vie»

Il faut trouver les moyens de rendre accessibles les services écosystémiques aux populations les plus pauvres

Le Jour de la Terre fait sienne cette année une préoccupation qui a amené l'Organisation des Nations unies à déclarer que l'année 2010 serait celle de la biodiversité. Initiatives, donc, pour un 22 avril. Mais surtout, comme le souligne le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, il y a urgence d'agir.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Un protocole sur l'accès et le partage des bénéfices découlant des ressources génétiques devrait être adopté en octobre prochain à Nagoya, au Japon. Et pour cause. La détérioration de la diversité biologique, au rythme actuel, risque d'accroître la pauvreté et d'entraver le développement des pays les moins bien nantis. C'est pourquoi le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique se concentre à intégrer la conservation, l'utilisation durable et l'accès à la biodiversité aux Objectifs du millénaire pour le développement (ODM).

Atténuer la pauvreté

«Lorsqu'on est pauvre, on détruit la biodiversité parce

qu'on doit prendre sur les ressources.» Faux, réplique Didier Babin, chargé de programme au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, qui travaille sur les liens entre la biodiversité et le développement. Il fulmine contre ce «prêt-à-penser» qui a été véhiculé par certaines organisations internationales, dont la Banque mondiale. «Ce sont des généralités contredites par l'observation et par les faits», justifie-t-il. Il y a une petite théorie qui dit: «On va d'abord se développer et ensuite on aura de l'argent pour protéger la nature». Il y a plein d'endroits où ça ne peut pas marcher.»

Dans les officines du Secrétariat, on cherche plutôt les moyens de rendre accessibles ces services écosystémiques aux populations les plus pauvres ou de leur donner, par le biais d'une utilisation durable, la possibilité de survivre, voire de se développer grâce à la biodiversité. Le partage juste et équitable des avantages qui découlent de l'utilisation des ressources génétiques constitue d'ailleurs l'un des trois objectifs principaux de la Convention. La Journée internationale de la diversité biologique, décrétée le 22 mai par l'Organisation

des Nations unies, se déroulera cette année sur le thème de «La biodiversité pour le développement et l'atténuation de la pauvreté».

Arbres, plantes, microbes, champignons, bactéries, animaux, insectes ainsi que le fruit des foisonnantes interactions de toute cette faune et cette flore offrent à l'humanité un riche éventail de services, parfois utilisés, parfois trop méconnus. Or, dans les pays où les infrastructures humaines et les dispendieuses technologies ne sont pas à portée de la main pour subvenir aux besoins essentiels, la biodiversité constitue un apport exceptionnel. «On s'aperçoit surtout que les plus pauvres, ceux qui sont souvent démunis de tout, n'ont qu'une ressource gratuite. Elle provient de la biodiversité et des services écosystémiques qui sont fournis par la nature», affirme Didier Babin.

Vivre en zone rurale

Selon le document intitulé Biodiversité, développement et réduction de la pauvreté qu'a publié l'ONU, 70 % de la population pauvre du monde vit dans des zones rurales et dépend directement de la biodiversité pour sa survie et son bien-être. Plus de trois milliards de personnes dépendent

de la diversité biologique marine, particulièrement dans les pays pauvres, où la pêche est une source primaire de nourriture. Or, selon des estimations de la FAO, les trois quarts des ressources halieutiques ont déjà été pêchées jusqu'à leur limite biologique par suite d'une surexploitation dont les pays industrialisés sont responsables. Aussi, les trois quarts de la population mondiale s'en remettent à la médecine traditionnelle à base de plantes. Mais un certain nombre de ces plantes sont dorénavant menacées d'extinction.

«Ce tissu vivant de la planète, c'est aussi une formidable assurance. C'est une sorte d'assurance vie», avertit M. Babin. Outre la satisfaction des besoins individuels, la biodiversité, dans son amalgame complexe, a aussi construit des filets de sécurité souvent mésestimés pour les populations. «On s'est aperçu que des zones sous-marines, des récifs coralliens ou ce type de barrière naturelle qui vivent sont en fait des remparts contre des tsunamis ou ce genre de catastrophe», prend-il pour exemple, avant de prévenir que, «une fois que cette protection naturelle et gratuite a disparu, ça peut avoir des conséquences. Les tsunamis montent plus

haut, sont plus violents, sont plus rapides et entraînent plus de dégâts.»

Vulnérabilité

Après la perte d'un service écologique semblable, les pays pauvres deviennent les plus vulnérables. «Ces pays n'ont pas nécessairement les moyens de faire des digues, de faire une protection physique avec un aménagement, un équipement, une infrastructure qui permettrait de se protéger.» Faut de construire «des aménagements qui sont très coûteux», ils sont sujets à subir plus violemment les instabilités de la nature. Cette fragilité doit être palliée rapidement, surtout à un moment charnière de la planète où les changements climatiques risquent de déstabiliser davantage notre environnement.

Une bonne conservation de la diversité biologique peut permettre aux pays à risque de mieux s'adapter aux conséquences inévitables et irréversibles du réchauffement de la planète. «La biodiversité, c'est un potentiel d'adaptation», résume Didier Babin. Son aspect dynamique garantit une certaine résilience là où les onéreuses technologies ne sont pas disponibles pour sauver le jeu.

Le Devoir



JACQUES LANGUIRAND

«La prise de conscience est toujours en retard sur la réalité»

Page 2



22 AVRIL

Un 40^e anniversaire pour le Jour de la Terre

Page 2

BIODIVERSITÉ

Un coupe à blanc, et les espèces disparaissent

Page 3

DÉFI CLIMAT

Ce sont plus de 1150 organismes qui s'engagent

Page 4

NAYA

Plus que de la simple eau en bouteille

Page 5

DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Il faudra établir un protocole lors de la rencontre de Nagoya

Page 6

CE CAHIER CONSACRÉ AU JOUR DE LA TERRE EST PUBLIÉ SUR DU PAPIER ENTIÈREMENT RECYCLÉ

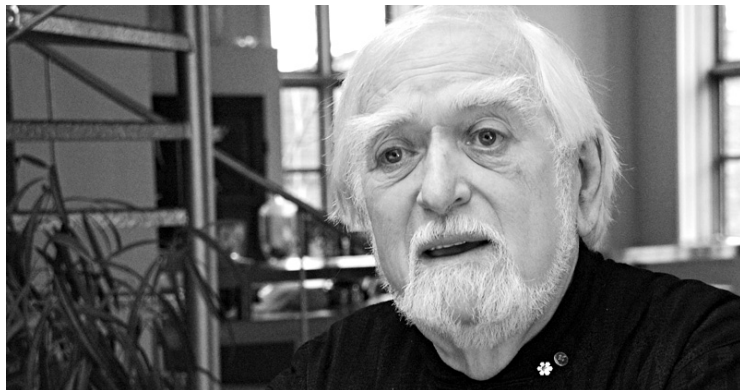
JOUR DE LA TERRE

22 avril 2010

«La prise de conscience est toujours en retard sur la réalité»

On vous donne 800 occasions de démontrer votre sens des responsabilités

«Stimuler et valoriser l'action positive à l'égard de l'environnement auprès des individus, des organismes et des entreprises»: telle est la mission du Jour de la Terre, qui sera célébré, comme tous les jours, le 22 avril. Au menu, une foule d'événements, un «concert-surprise» et un nouveau thème: la biodiversité.



SOURCE CANAL D

DAVID DUMOUCHEL

Jacques Languirand est porte-parole du Jour de la Terre.

Encore pertinent, le Jour de la Terre? «Plus que jamais, estime son directeur, Pierre Lussier. Cet hiver a été le plus chaud depuis qu'on compile des statistiques, la population de thon a chuté de 75 %, d'immenses plaques de déchets flottent à la surface des océans; rien n'est encore réglé, loin de là.» D'autant plus que «la prise de conscience est toujours en retard sur la réalité», ajoute Jacques Languirand, le porte-parole de l'événement.

«La situation est extrêmement préoccupante, poursuit-il, car la culture de la croissance [économique] constante ainsi que notre mode de vie issu de la révolution industrielle et axé sur la voiture rendent notre présence de plus en plus dommageable pour la planète.»

Le thème de la biodiversité tombe ainsi à point nommé, d'autant plus que ce n'était pas lui qui avait été originellement retenu: «Au départ, nous voulions utiliser l'édition de cette année pour traiter d'économie, mais quand l'Organisation des Nations unies a proclamé 2010 Année internationale de la biodiversité, nous avons

décidé d'emboîter le pas, surtout afin d'éviter l'instrumentalisation de la question par le gouvernement. Il a d'ailleurs déjà annoncé un paquet de projets-bonbons, sans grande portée réelle, même si la biodiversité est en crise grave», explique Pierre Lussier. «D'autant plus, nuance Languirand, qu'on ne connaît pas encore quels seraient les effets d'une baisse importante de la biodiversité.»

Éviter la culpabilisation

Comme toujours, la plupart des événements proposés par le Jour de la Terre 2010 — plus de 800 au total, dont 162 pour le 22 avril seulement — sont de nature concrète et s'appuient sur une base citoyenne. «Rien de très glamour, mais plusieurs actions aux résultats mesurables», lance fièrement Pierre Lussier. Ramassage d'ordures, plantation d'arbres, expositions, concours, collecte de matériel informatique usagé, activités de sensibilisation: l'objectif est d'abord et avant tout d'encourager les gens à s'engager afin d'améliorer leur environnement immédiat. «Pour une cause com-

me celle-ci, il est impensable de simplement diffuser des mots et des bouts de papier, soutient Jacques Languirand. Ce qu'il faut, c'est créer des conditions pour améliorer les choses maintenant.»

Et il faut le faire en évitant la culpabilisation à propos de l'environnement, «très contre-productive», puisqu'elle «rend les gens amers» et que cela «nuît à notre objectif de les amener à concevoir qu'ils peuvent avoir un impact important grâce à leurs actions et à leur influence.»

«Nous souhaitons être des acteurs de changement au quotidien chez les gens et au sein des entreprises, répète Pierre Lussier. Pas des acteurs médiatiques.»

Crise de la quarantaine?

Dans cette logique, les organisateurs du Jour de la Terre au Québec ont décidé, cette année, de ne pas organiser l'habituelle grande conférence de presse, dont les exigences de planification dépassaient celles du 22 avril. Un «pari risqué», de l'aveu même de Pierre Lussier, puisqu'il diminue le poids média-

rique de l'événement, mais néanmoins «nécessaire» afin de rester «alerte» et de garder «affûté l'esprit d'innovation qui nous caractérise». Le Jour de la Terre, qui fête cette année son quarantième anniversaire, sort certainement des sentiers battus, d'abord en se privant de sa conférence de presse, véhicule médiatique d'importance, puis en organisant un «concert-surprise» le 22 avril au soir. «Même moi, je ne sais pas tout à propos de ce spectacle. C'est assez excitant», confie le directeur de l'événement.

Ainsi, aucune aspiration au coup d'éclat; juste un désir d'éveiller les citoyens et de les amener à contribuer de manière quotidienne à une cause «que nous appuyons tous, au fond». Il faut juste trouver un moyen «d'accélérer la cadence du mouvement, avant qu'il ne soit trop tard».

Vaine tentative? Pas du tout, du moins selon Jacques Languirand, qui compare volontiers l'effort consenti à l'éclosion d'une pousse de bambou. «Une fois qu'elle est semée, il lui faut cinq ans avant d'apparaître, occupée qu'elle est à construire le réseau de racines qui lui permettra de survivre. Puis, la sixième année, paf! Elle pousse de 12 mètres. Il s'agit là d'une belle métaphore; peut-être que nos gestes actuels n'ont besoin que d'un peu de temps pour produire des résultats spectaculaires.»

■ Pour plus de renseignements, consulter le site www.jourdelaterre.org.

■ Pour voir une courte vidéo sur la métaphore du bambou, consulter www.repere.tv.

Le Devoir

Un 40^e anniversaire

Pari tenu!

Même John Kennedy n'avait pu créer alors l'enthousiasme...

Année faste pour le Jour de la Terre, qui célèbre à la fois son quarantième anniversaire d'existence et quinze ans de présence au Québec. Petite histoire d'un «pari» qui aura finalement fonctionné.

DAVID DUMOUCHEL

1962. Le sénateur américain Gaylord Nelson, troublé par l'absence de la question écologique dans le discours politique des États-Unis, persuade John F. Kennedy d'effectuer une «tournée nationale» de conférences afin de promouvoir le sujet. Malgré l'appui du président, qui visitera alors 11 États en cinq jours, le sujet, loin des préoccupations de l'époque, ne lève pas.

Six ans plus tard, en pleine période de manifestations contre la guerre, une idée soudaine frappe Nelson: pourquoi ne pas organiser un mouvement de protestation écologique sur les mêmes bases? «Un pari» audacieux, écrira-t-il plus tard, «mais cela a

remment. «Depuis les débuts, nous avons le même trip: on veut rester sur le terrain et on veut accompagner les gens dans la réduction de leur empreinte écologique. On ne veut pas organiser un gros concert en faveur de l'environnement, puis lever notre poing en criant "Vive l'environnement", pour ensuite s'en retourner chez nous et continuer notre vie. On veut être un vecteur de changements, pas un vecteur de bons sentiments», explique le directeur du Jour de la Terre.

Œuvrer dans le concret

L'organisation, qui n'est pas subventionnée, compte maintenant 11 employés — dont cinq permanents — et son chiffre d'affaires a passé le cap du million en 2009. «La croissance a toujours été

exponentielle,

mais on partait

de tellement

loin!», rigole

Pierre Lussier.

Eh comment!

Le premier

calendrier offici-

ciel du Jour de

«En 1995, lors de la première édition québécoise du Jour de la Terre, l'organisation comptait trois personnes toutes unilingues francophones»

fonctionné». En effet: le 22 avril 1970, 20 millions d'individus et plusieurs milliers d'écoles et de collectivités participent à l'événement en mettant sur pied des projets de sensibilisation à l'environnement. Le Jour de la Terre est né; il sera célébré toutes les années à la même date.

A l'époque, il est toutefois exclusivement américain. Il faudra ainsi attendre 1990 pour que l'événement devienne planétaire, sous l'égide de l'écologiste Denis Hayes. Le Canada s'empresse de se joindre à la parade et deux millions de personnes y participeront dès cette année-là.

Québec

Au Québec, il faudra cinq années supplémentaires pour que le Jour de la Terre s'implante. «Les organisateurs [américains] de l'événement cherchaient quelqu'un avec des contacts francophones, raconte Pierre Lussier, à l'époque directeur de la Corporation Saint-Laurent, un organisme qui a pour mission de sensibiliser la population à l'importance du bassin Saint-Laurent-Grand-Lacs, où se retrouvent environ 20 % des réserves d'eau douce de la planète. On m'a donc approché et j'ai accepté.» Il devient le directeur du Jour de la Terre au Québec.

L'homme, ancien chanteur punk enclin à privilégier des démarches anticonformistes, partira avec bien peu: «En 1995, lors de la première édition québécoise du Jour de la Terre, l'organisation comptait trois personnes à temps partiel, toutes unilingues francophones», se rappelle-t-il. Heureusement, elle a pu compter sur l'appui du maire d'alors, Pierre Bourque, dont les sensibilités écologiques étaient bien connues. «Il nous a beaucoup aidés, tout comme [la station de télévision] Musique Plus, qui a organisé une journée portes ouvertes pour la première édition du Jour de la Terre.»

Rapidement, un consensus émerge: les organisateurs tiennent mordicus à fonctionner selon leur vision, quitte à agir diffé-

la Terre, paru en 1999, recensait un total de... neuf événements, alors que celui de cette année en dénombre plus de 800.

Mais, surtout, c'est le partenariat avec les entreprises et les organisations qui est significatif pour le Jour de la Terre au Québec. «Ça commencé de façon modeste. En 2001, on accompagnait les entreprises qui nous subventionnaient afin de les aider à mettre en place un répertoire de films et de littérature écologiques. Puis, on s'est donné pour objectif de contribuer à la mise en place de programmes de développement durable au sein de ces mêmes entreprises.»

Il a ainsi œuvré avec plusieurs grandes entreprises québécoises, d'IGA au Mouvement des Caisses Desjardins en passant par Cascades. «Ce qui est bien, c'est que les entreprises avec lesquelles nous collaborons sont intéressées, puisque ce sont elles qui viennent chercher notre expertise, se félicite Pierre Lussier. Quand ça ne bouge pas assez à mon goût ou quand il y a de la mauvaise foi, je mets fin au partenariat. Les entreprises le savent, c'est clair.»

Malgré tout, c'est encore et toujours la participation citoyenne qui constitue la véritable colonne vertébrale du Jour de la Terre. Il suffit de jeter un coup d'œil au calendrier de l'édition 2010 pour s'en rendre compte: les initiatives sont le plus souvent mises en place par des organismes communautaires et des écoles. Quant aux pouvoirs politiques, Pierre Lussier ne se fait plus d'illusions: «Bof, tu sais, pour parler, ils sont très forts... Moi, je veux agir.»

Loin d'être un constat d'échec, il s'agit plutôt pour lui d'une motivation. «On va continuer à travailler. Rien ne va changer notre philosophie de la "craque", on va toujours chercher les ouvertures, s'y engouffrer afin de régler le problème, puis se remettre à la recherche des autres "craques". Aussi longtemps qu'on existera, soyez-en certains.» Amen.

Le Devoir

Où convergent
environnement
et engagement

Aéroports de Montréal croit fermement qu'en matière d'environnement il est essentiel de joindre le geste à la parole. Voilà pourquoi nous avons déjà mis en œuvre des programmes pour accroître l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos installations. Par exemple, nous avons amélioré de 70 % l'efficacité du système de chauffage et de ventilation et nous veillons à maintenir une meilleure gestion

de l'éclairage. En matière de transport terrestre, nous mettons tout à contribution pour favoriser la mise en place d'une navette aéroportuaire, et notre parc de véhicules est plus éconergétique. Et plus récemment, notre participation à la promotion d'espaces verts à proximité de notre site favorisera la reproduction des papillons monarques qui migrent vers le Mexique. Voilà bien plus que des paroles. Pour en savoir davantage, consultez le www.admtl.com.

AÉROPORTS DE
MONTRÉAL
OÙ CONVERGENT VOTRE VILLE ET LE MONDE

pour prendre soin de la vie

Opération  Enfant Soleil

operationenfantsoleil.ca
1 877 683.2325

Le Jour de la Terre est l'occasion pour votre organisation de poser un geste pour l'environnement. Aidez vos employés à diminuer leurs émissions de GES, réduire la congestion routière et réaliser des économies d'argent.

www.COVOITURAGE.ca

Le Réseau de Covoiturage offre aux entreprises et aux institutions les outils et les services qui leur permettent de mettre en place un programme de mobilité durable et d'en effectuer une gestion efficace.

Le parfait complément au transport en commun!

JOUR DE LA TERRE

Biodiversité à la québécoise

Une coupe à blanc, et les espèces disparaissent

«La biodiversité garantit la stabilité et la productivité des écosystèmes à long terme»

Lorsqu'on imagine un environnement possédant une riche biodiversité, vient naturellement à l'esprit l'image d'une forêt tropicale... et non le Québec. Pourtant, il n'en est rien, observe André Francœur, professeur émérite à l'Université du Québec à Chicoutimi. Celui-ci a notamment piloté le Centre de données sur la biodiversité du Québec.

CLAUDE LAFLEUR

«On peut dire que partout la biodiversité est riche, dit-il. Bien sûr, si vous allez dans les déserts du sud-ouest, elle sera moins riche que dans une forêt tropicale. Par contre, c'est toujours étonnant tout ce qu'il y a, parce que la vie s'est adaptée à à peu près tous les milieux de la planète.»

Bien entendu, c'est dans les forêts tropicales qu'on trouve le plus grand nombre d'espèces, puisqu'il s'agit de milieux stables depuis des millions d'années, où règnent des conditions climatiques favorables à longueur d'année. Un tel milieu favorise la grande spécialisation des organismes, de sorte que, sur un quelconque kilomètre carré, on y trouve souvent des espèces uniques au monde.

Par contre, un territoire comme le Québec compte un nombre d'espèces nettement moins élevé. «Mais cela ne signifie pas que ce n'est pas un milieu riche pour autant», insiste M. Francœur. La vie y est très riche.»

Une biodiversité étendue et robuste

Le terme de «biodiversité»

désigne la réalité globale et intégrée de la biosphère, qui regroupe à la fois la variété des espèces et leurs relations écologiques dans les divers milieux naturels. Bien que les animaux invertébrés (les insectes) représentent environ 80 % de la biodiversité en matière d'espèces, le monde animal fournit le plus vaste étalage de cette diversité.

André Francœur a ainsi établi un bilan provisoire de la biodiversité au Québec, en la comparant avec celle du Canada et de la planète. Il estime que le nombre des espèces de vertébrés (les animaux) s'élève à 638 au Québec, comparativement à 1856 au Canada et à 42 580 pour l'ensemble de la planète. Au chapitre des invertébrés, on compte 22 100 espèces (d'insectes!) au Québec, par rapport à 39 500 au Canada et à 987 400 pour la biosphère. Quant aux plantes, on en dénombre ici 3350 espèces, 5010 au Canada et 248 430 à travers le monde. Enfin, on compte 2150 sortes de champignons, contre 6200 au Canada et 46 900 sur la Terre.

«L'existence de la biodiversité



BOB STRONG REUTERS
Lorsqu'on procède à une coupe à blanc dans une forêt québécoise, les espèces qui disparaissent en même temps finissent par revenir.

au sein de la biosphère se révèle être plus qu'une simple richesse, poursuit le spécialiste, puisqu'elle garantit la stabilité et la productivité des écosystèmes à long terme.» Autrement dit, un animal dont la survie ne dépend que d'une espèce de plante disparaîtra avec elle, alors qu'un autre qui s'alimente de dix sortes de

plantes est moins menacé si l'une d'elles disparaît. «En passant», souligne M. Francœur, cela demeure aussi vrai dans le domaine économique, puisqu'on connaît très bien au Québec la cruelle réalité de la relation «une mine, une ville.»

La biodiversité qu'on retrouve à l'échelle de notre territoire offre même un avanta-

ge marqué par rapport à celle d'une forêt tropicale. «Chez nous, les populations sont beaucoup plus gigantesques que dans la forêt tropicale. C'est pourquoi, lorsqu'on détruit une parcelle de cette forêt, les probabilités de faire disparaître à jamais certaines espèces sont énormes, ce qui n'est pas le cas dans le nord.» Ainsi, lorsqu'on procède à une coupe à blanc dans une forêt québécoise, les espèces qui disparaissent en même temps finissent par revenir.

M. Francœur déplore néanmoins que, aujourd'hui encore, on connaisse si mal l'étendue de la biodiversité. «Même au Québec, dit-il, on ne connaît vraiment pas notre biodiversité et il est donc difficile de dire ce qu'on perd.»

Si une telle ignorance peut sembler surprenante, c'est que notre regard est «biaisé», relate le chercheur. «L'espèce humaine exploite un certain nombre d'organismes, dont les plantes supérieures et les mammifères», dit-il. On entretient même une relation privilégiée avec les mammifères. Mais ces derniers comptent peu pour l'écologie de la planète. «Les mammifères pourraient disparaître et ça ne changerait pas grand-chose à la biosphère, dit-il, alors que, pour nous, ils constituent une ressource essentielle. À l'opposé, les invertébrés sont nettement plus importants du point de vue écologique, même s'ils comptent peu pour nous.»

«C'est l'importance relative de ces trois zones qui va changer, explique M. Francœur. Avec l'élévation des températures, la forêt d'érables prendra de l'expansion au détriment de la forêt boréale. Or c'était la situation qui prévalait il y a six mille ans, alors que le climat était plus chaud de près de deux degrés. À cette époque, dans le sud du Québec, on avait les conditions qui régnaient à présent dans la région de Boston.»

L'impact des changements climatiques

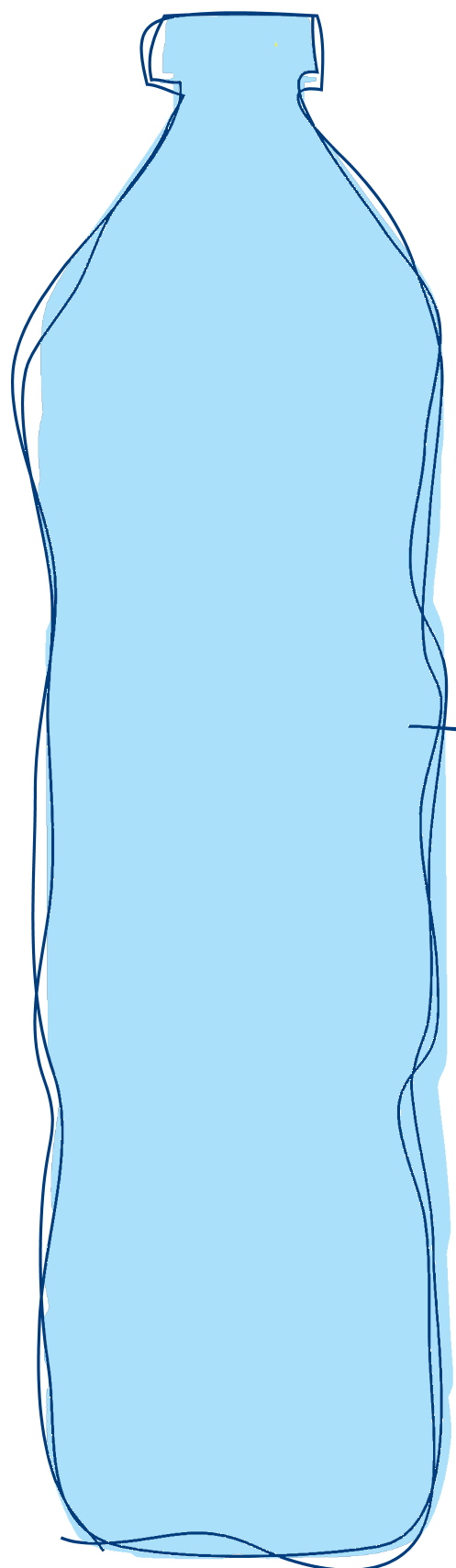
Quel sera l'effet de l'élévation

des températures sur la biodiversité du Québec? M. Francœur répond aisément à la question puisque le phénomène n'est pas inédit. «L'évolution du climat est un processus dynamique qui n'est pas nouveau dans l'histoire de la planète et de la vie», commence-t-il par dire.

On peut diviser le territoire du Québec en trois zones, poursuit-il: la toundra au nord, la forêt boréale, qui couvre l'essentiel du territoire, et la forêt de feuillus, dans la vallée du Saint-Laurent et au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Cette dernière est une forêt constituée en bonne partie d'érables et couvre tout l'est de l'Amérique du Nord jusqu'en Georgie.

Il s'agira d'un processus qui prendra au moins un siècle sinon deux, selon la rapidité avec laquelle surviendra le réchauffement des températures. «Ce sera un changement profond pour l'espèce humaine, mais pas vraiment important pour la vie», commente philosophiquement André Francœur.

Collaborateur du Devoir

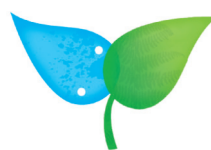


Naya donne son

100%

En lançant la première bouteille au monde faite à 100 % de plastique recyclé, Naya a fait un grand pas pour diminuer son empreinte environnementale. Mais elle souhaite s'engager davantage.

Le Jour de la Terre a décidé d'accompagner Naya pour l'aider à poursuivre ses efforts.



Source naturelle de progrès.
www.naya.com



Jour de la Terre®
QUÉBEC

JOUR DE LA TERRE

Lutte contre les changements climatiques

Quelque 1150 organismes s'engagent

La campagne Défi Climat a lieu cette année dans toutes les régions du Québec

Le Défi Climat, «une campagne de mobilisation et de sensibilisation pour la lutte contre les changements climatiques», a lieu cette année dans toutes les régions du Québec, jusqu'au 30 avril.

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Utiliser les transports collectifs, participer à des réunions par téléconférence plutôt que de s'y rendre, réduire la quantité de papier consommé et privilégier l'achat d'aliments produits localement font partie des engagements que les citoyens peuvent prendre dans le cadre de la campagne Défi Climat. Les conseils régionaux de l'environnement et Equiterre figurent parmi les organisateurs de cette campagne.

Le Défi Climat donne aux citoyens l'occasion de faire des gestes concrets pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et leur permet de constater l'impact que leurs actions ont collectivement, indique Coralie Denny, directrice générale du Conseil régional de l'environnement de Montréal. «C'est sûr que les gaz à effet de serre, les changements climatiques, c'est un enjeu planétaire. Mais on a tous notre part de responsabilité et on peut tous participer à l'effort collectif pour vraiment améliorer la situation», dit-elle.

Plus de 1150 entreprises, écoles, établissements ou organismes participent au Défi Climat et incitent leurs employés ou leurs élèves à y prendre part. Au sein de chacune de ces organisations, une personne assume la direction de la campagne, appuyée par un comité de promotion. «Les directeurs de campagne tentent de mobiliser les employés des entreprises, avec par exemple des activités à l'heure du dîner, des projections de films, des débats-midi, pour ensuite les convaincre d'aller remplir un questionnaire dans le site Internet du Défi Climat. Avec ce questionnaire-là, les employés vont pouvoir s'engager à faire des gestes concrets pendant toute l'année 2010 pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre», explique Hélène Lauzon, présidente du Conseil patronal de l'environnement du Québec et l'une des porte-parole du Défi Climat.

Les organisations ont aussi la possibilité de faire elles-mêmes certains gestes, par exemple



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Défi Climat veut compenser par son action les émissions de gaz à effet de serre que produisent en un an 20 000 voitures.

adopter une politique ou un plan de développement durable, améliorer leur efficacité énergétique ou compenser leurs émissions de gaz à effet de serre.

Objectif : 50 000 participants

Les organisateurs du Défi Climat prévoient que la campagne permettra de sensibiliser 800 000 personnes à la lutte contre les changements climatiques dans leur milieu de travail ou d'étude respectif. Ils souhaitent qu'au moins 50 000 personnes s'y inscrivent et s'engagent à faire un ou plusieurs des 31 gestes suggérés pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Composter, utiliser une bouteille réutilisable plutôt que des bouteilles de plastique et faire du covoiturage sont quelques-uns des gestes proposés. L'équivalence en kilogrammes de réduction annuelle de gaz à effet de serre est mentionnée pour la majorité de ces actions. Les ci-

toyens peuvent s'inscrire et indiquer les habitudes de vie ou de déplacement qu'ils ont choisi d'adopter en allant dans le site Internet du Défi Climat: www.deficlimat.qc.ca. Au moment de mettre sous presse, plus de 32 000 personnes l'avaient fait. La campagne a commencé le 10 mars et se poursuit jusqu'au 30 avril.

Les organisateurs s'attendent à ce que les participants au Défi Climat s'engagent à réduire collectivement de 70 000 tonnes leurs émissions de gaz à effet de serre. Ils précisent que cela équivaudrait au retrait de près de 20 000 voitures de la circulation durant un an.

Ils effectueront un bilan à l'issue de la campagne et feront une estimation de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à partir des engagements des participants. «On ne peut pas vérifier si les gens font [les gestes auxquels ils se sont engagés], parce qu'ils le font chez eux. Par

exemple, manger moins de viande, on n'est pas en mesure de vérifier s'ils le font», indique la directrice générale du Conseil régional de l'environnement de Montréal. «C'est sûr que c'est sur la bonne foi des gens. Mais on pense que les gens qui prennent le temps de remplir ce document-là dans Internet et puis de [choisir] ce geste-là vont le faire.»

Troisième édition

Le Défi Climat en est à sa troisième édition. Il a eu lieu pour la première fois en 2008, dans la métropole, à l'initiative du Conseil régional de l'environnement de Montréal, en collaboration avec la Conférence régionale des élus de Montréal et Equiterre. L'année dernière, la campagne s'est tenue à la fois à Montréal et à Québec, avec la participation du Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale, d'Environnement JEUnesse et de la Coalition jeunesse Sierra. Les cégeps et les

universités ont été invités à participer, en plus des entreprises et des établissements.

Cette année, la campagne s'adresse aux citoyens et aux organisations de l'ensemble du Québec. Le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec coordonne la campagne et les 16 conseils régionaux de l'environnement sont mis à contribution. Les porte-parole du Défi Climat sont Hélène Lauzon, présidente du Conseil patronal de l'environnement du Québec, et Steven Guilbeault, cofondateur et coordonnateur général adjoint d'Equiterre.

Autre nouveauté cette année: la Fondation Monique-Fitz-Back a adapté la campagne pour les élèves du 3^e cycle du primaire et pour ceux du secondaire. Des gestes un peu différents sont proposés, comme apporter un lunch «zéro déchet» et planter un arbre.

Une section du site Internet

du Défi Climat est par ailleurs consacrée aux initiatives des entreprises et des établissements partenaires. Le nombre d'organisations participantes est passé de 132 en 2008 à 290 l'année suivante et à plus de 1150 en 2010. Cette année, des entreprises, des établissements, des organismes, des écoles primaires et secondaires, des cégeps et des universités participent à la campagne.

Mme Lauzon estime que les entreprises peuvent jouer un rôle de catalyseurs et affirme par ailleurs qu'elles ont commencé déjà depuis plusieurs années à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. «C'est certain qu'une campagne comme celle-là, ça les incite [à poursuivre dans cette voie], parce que, comme leurs employés sont fiers de pouvoir dire qu'ils se sont engagés, ils demandent bien sûr à l'interne d'apporter des modifications aussi.»

Collaboratrice du Devoir

CHAQUE JOUR,
ON FAIT LA GUERRE
À LA PLANÈTE

LE 22 AVRIL, CÉSSONS LE FEU

Jour de la Terre®
QUÉBEC

Partenaires médias: ALECA, Cascades, Desjardins, IGA, NAVA, QUEBECOR, ATTITUDE, MATRIX, HKDP, HUMANIT, SID LEE, STM, VIDÉOTRON, LE DEVOIR, TP, NOVA, repévetv, etc.

JOUR DE LA TERRE

Eaux Naya

Plus que de la simple eau en bouteille

De l'embouteillage au recyclage, tout y passe

Naya, embouteilleur québécois d'eau de source, est un partenaire majeur du Jour de la Terre. Voilà une association toute naturelle pour une entreprise qui a placé le développement durable au cœur de ses activités.

PIERRE VALLÉE

«Le développement durable chez nous n'est pas un engagement nouveau ni récent, explique Daniel Cott, président et directeur général de Naya. On a commencé à s'intéresser au développement durable avant que cela ne devienne la mode. Cela fait partie de la philosophie de l'entreprise, qui est d'offrir une eau de source de qualité exceptionnelle tout en minimisant notre empreinte écologique.»

Déjà en 2006 un premier geste est fait. L'entreprise choisit de consacrer la moitié de l'étiquette de sa bouteille d'eau à un message incitant les consommateurs à recycler la bouteille de plastique. «On voulait aller plus loin, mais, avant de le faire, il fallait d'abord connaître quelle était l'empreinte de carbone de notre entreprise.»

Naya fait alors appel à l'organisme britannique Carbon Trust, un spécialiste international qui agit comme conseiller auprès des organisations et des entreprises qui cherchent à réduire leurs émissions de carbone. «D'ailleurs, Naya est devenue en 2009 la première société canadienne, tous secteurs confondus, à obtenir l'accréditation du Carbon Trust.»

Une bouteille repensée

Afin d'amoinrir l'empreinte écologique de l'entreprise, Naya a commencé par réduire le poids de ses bouteilles en diminuant la

quantité de plastique nécessaire à leur fabrication. «En trois ans, on a réussi à réduire de 30 % le poids de nos bouteilles de 500 ml.»

Ensuite, Naya a exploré un nouveau mode de fabrication de ses bouteilles d'eau en utilisant du plastique recyclé, soit du téréphtalate de polyéthylène recyclé, un plastique recyclé qui est conforme aux normes canadiennes et américaines en matière d'usage alimentaire. «On a fait cela de façon progressive en commençant par des bouteilles contenant au moins 50 % de plastique recyclé. Aujourd'hui, Naya est la première société d'eau embouteillée au monde dont les bouteilles sont fabriquées à 100 % avec du plastique recyclé.» De plus, Naya a aussi réduit l'épaisseur du carton et de la pellicule plastique de ses emballages. «Ces mesures ont permis une diminution de 30 % de l'empreinte écologique de notre entreprise.»

Une gestion écoresponsable

D'autres mesures de développement durable ont aussi été mises en place. Ainsi, l'usine d'embouteillage, située à Mirabel, s'est dotée d'un ambitieux plan de recyclage de ses déchets qui vise rien de moins que de recycler 100 % des déchets. Déjà, le taux de recyclage atteint 96 %.

Naya exige aussi des entreprises de camionnage qui font la distribution des bouteilles d'eau qu'elles se conforment à des



SOURCE NAYA

Naya a exploré un nouveau mode de fabrication de ses bouteilles d'eau en utilisant du plastique recyclé.

normes écologiques strictes. Ainsi, la flotte entière de son principal partenaire, Distribution Trans Express, respecte la nouvelle norme de l'Environmental Protection Agency (EPA) des États-Unis, qui limite la vitesse des camions à 99 km/h. «De plus, nous utilisons le train pour le transport de nos produits vers l'Ouest canadien. Dès qu'il y a une solution de rechange au camionnage, on l'utilise.»

Un autre aspect important de cette gestion écoresponsable réside dans la gestion même de la source d'eau qui alimente l'usine d'embouteillage Naya. «Cette source est notre bien le plus précieux. C'est la prunelle de nos yeux.» On a d'abord créé une aire protégée de 175 hectares autour de la source, où tout usage de produits chimiques est prohibé. «On a même signé des accords avec nos voisins afin de s'assurer

qu'il n'y ait aucun risque de contamination de la source à aucun moment.»

La source d'eau est elle-même sous constante observation. «Nous avons en place des équipements technologiques qui nous permettent de savoir en temps réel quel impact notre pompage a sur la source. Et nous ne pompions jamais plus que le quart de ce à quoi notre permis nous donne droit. Tout est mis en place pour assurer la pérennité de cette source d'eau.»

Engagement social

Mais Naya n'a pas limité ses actions en environnement et en développement durable à ces seules activités. L'entreprise s'est aussi associée à plusieurs mouvements pour la protection de l'environnement. Elle soutient financièrement deux organismes, soit la Fondation de la faune du Québec et le Consortium Écologiques, en leur versant 1 % de ses revenus.

«Et, puisque nous sommes dans le secteur de l'eau, nous avons choisi de protéger les cours d'eau en créant le Fonds Naya de revitalisation des cours d'eau et en participant au programme "J'adopte un cours d'eau", auquel participent 15 écoles québécoises.»

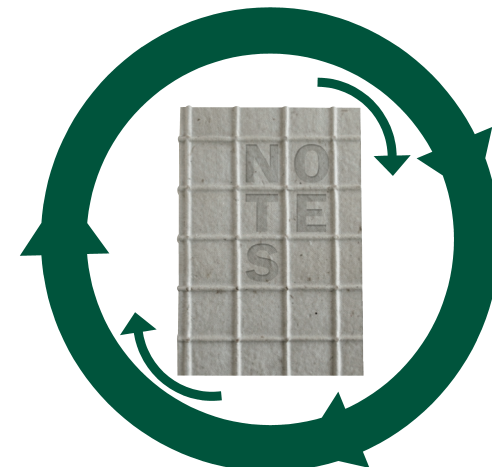
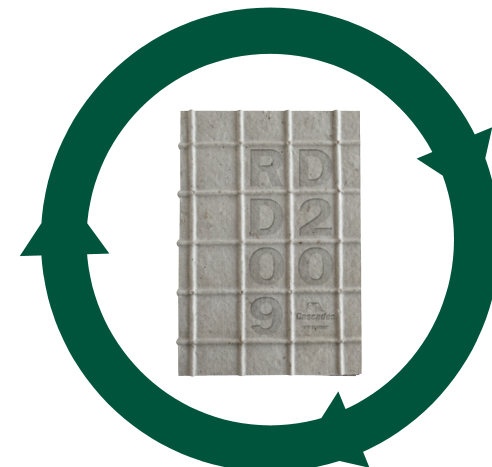
De plus, Naya est l'un des membres fondateurs de la Table pour la récupération hors foyer (TRHF), qui regroupe en son sein plusieurs organismes publics, privés ou associatifs cherchant à favoriser la récupération hors foyer des matières recyclables. «Si, au Québec, on réussit assez bien quant au recyclage à domicile, il reste beaucoup de travail à faire quant à la récupération hors foyer, aussi bien dans

les parcs et les places publiques qu'en entreprise. Il faut amener les gens à changer leurs habitudes. D'ailleurs, la marque Naya participe à plusieurs projets de récupération, de tri et de recyclage de matières recyclables, par exemple, en été sur le tronçon piétonnier de la rue Sainte-Catherine. Naya s'engage aussi dans un projet similaire rue Saint-Paul. Le recyclage des bouteilles d'eau

est important du point de vue écologique, mais ces mêmes bouteilles sont devenues aujourd'hui une de nos matières premières.»

Naya n'entend pas se reposer sur ses lauriers. «Notre association avec le Jour de la Terre prouve le sérieux de notre démarche. Et les bouteilles en plastique recyclé ne sont qu'un début.»

Collaborateur du Devoir



Cascades vous invite à consulter et à réutiliser son rapport sur le développement durable 2009. En plus de rendre compte des performances de l'entreprise en toute transparence, il se transforme en un cahier de notes par une simple rotation.

Visualisez-le, téléchargez-le ou commandez-le au www.cascades.com/developpement-durable dès le 22 avril 2010.

Société de l'assurance automobile Québec

RÉCUPÉRATION + EMBALLAGE + PAPIERS CASCADES.COM

Cascades VERT DE NATURE

Sur la route, prenez le temps de ralentir

La Société de l'assurance automobile du Québec s'associe à l'organisation du Jour de la Terre pour inciter les conducteurs à adopter un comportement sécuritaire, économique et écologique sur la route.

Consultez nos capsules d'écoconduite au www.jourdelaterre.org ou au www.saaq.gouv.qc.ca

JOUR DE LA TERRE

Convention sur la diversité biologique

Il faudra établir un protocole lors de la rencontre de Nagoya

Les objectifs fixés en 2002 sont loin d'être atteints

2010: année de la diversité biologique, mais aussi année des échéances pour la Convention sur la diversité biologique. L'échec concernant l'atteinte des objectifs fixés en 2002 ne laisse plus de doute. Le Secrétariat se relève les manches et souhaite donner un nouveau souffle à sa cause lors du sommet de Nagoya, en octobre prochain. Pour la suite du monde.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Péril en la demeure. Les objectifs fixés en 2002, à Johannesburg, dans la Convention sur la diversité biologique (CDB) sont loin d'être atteints. 2010 n'a pas été proclamée l'Année internationale de la diversité biologique par les Nations unies à la suite d'un simple concours de circonstance. C'est cette année que les objectifs déterminés en 2002 viennent à échéance. Sur 193 pays signataires, 120 ont remis leur rapport au Secrétariat de la Convention, qui a pignon sur rue à Montréal. Ahmed Djoghlafl, secrétaire exécutif, admet sur un ton accablé qu'«aucun pays au monde, dans les rapports qu'on a reçus, ne peut prétendre avoir réalisé l'objectif».

«Ces rapports démontrent à l'évidence que, malheureusement, on continue à perdre la biodiversité de façon effrénée et de façon inédite», a ajouté M. Djoghlafl lors d'une entrevue avec *Le Devoir*. Selon le rapport onusien GEO4, publié en 2007, le rythme de la disparition des espèces risque bientôt d'atteindre 1000 fois le niveau historique.

Quelques mois avant la dixième réunion de la Conférence des parties à la CDB qui adoptera un plan stratégique pour 2011-2020, la situation se détériore. Nagoya, ville japonaise qui ac-

cueillera ce sommet en octobre prochain, verra sans doute son nom prendre une connotation symbolique, à l'instar de Kyoto. «Nous pensons qu'à Nagoya nous allons adopter un nouveau traité juridique, ce qu'on appelle déjà le Protocole de Nagoya pour l'accès au partage des bénéfices, qui réellement va révolutionner la problématique de l'environnement mondiale», assure Ahmed Djoghlafl.

«Il va la révolutionner, parce que les détenteurs de la biodiversité, ce sont des populations qui n'ont pas les moyens financiers et technologiques de pouvoir les protéger», ajoute-t-il.

L'heure des bilans

Mais, en attendant, le Secrétariat se retrousse les manches et sonne l'alarme pour la communauté internationale. Mais, en ce qui le concerne, l'heure des bilans a aussi sonné. M. Djoghlafl admet que les objectifs étaient ambitieux dans le contexte. Il analyse l'expérience pour mieux en tirer des leçons et ne pas répéter les mêmes erreurs dans l'élaboration de ce qu'il nomme déjà les objectifs de Nagoya.

«Nous recommandons [...] des mécanismes de suivi et d'évaluation, dont un examen à la mi-parcours, évoque-t-il comme ajustement. On ne doit pas attendre 2020 pour constater qu'on a raté le coche.»

«L'objectif [à Johannesburg en 2002] a été proclamé sans une définition des moyens de mise en œuvre, avoue M. Djoghlafl. C'est bien d'avoir un objectif, mais si on n'identifie pas comment [on va le réaliser], que ce soit non seulement en matière financière, mais aussi en matière institutionnelle, en matière juridique, en matière de réglementation, en matière d'échange d'expériences, c'est difficile.»

L'élaboration d'objectifs quantifiés s'avère cette fois-ci incontournable. La lutte contre les changements climatiques, avec des exigences précises concernant la réduction des gaz à effet



Ahmed Djoghlafl, secrétaire exécutif du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique

de serre, constitue un exemple à suivre.

«Arrêter la perte de la biodiversité par rapport à quoi? Par rapport à 2002? Par rapport à 1993? 1980?», évoque-t-il comme questionnement fondamental. Il n'y avait pas de donnée de

base, d'indicateur, de paramètre, de critère de suivi. Nous voulons faire les choses différemment. Cette nouvelle stratégie est basée sur un processus consultatif.»

Vers le 22 septembre

Pas moins de 16 réunions régionales, sous-régionales, globales ont été mises en branle pour engager tous les gouvernements, mais aussi les acteurs de la société civile, les ONG, le secteur privé et même les populations autochtones, afin de déterminer le plan stratégique qui sera adopté pour la prochaine décennie. Une conférence virtuelle a demandé à la population mondiale de s'exprimer par le biais d'Internet.

Le 22 septembre prochain, pour la première fois dans l'histoire de l'ONU, un sommet des chefs d'Etat sur la biodiversité se tiendra à New York. Un branle-bas de combat colossal pour mieux identifier «un objectif global, mais aussi [pour] encourager les pays à venir avec des objectifs nationaux, et pourquoi pas locaux, régionaux et sous-régionaux.»

Une étape qui ne doit surtout pas être bâclée, car la diversité biologique, comme l'indique sa définition, varie et ne se protège pas dans les mêmes conditions d'une région à l'autre du globe. M. Djoghlafl prône «non pas des objectifs d'une taille pour tout le monde, mais d'une taille qui doit être ajustée en fonction des spécificités des uns et des autres. Parce que la situation du Canada ne peut pas être celle d'Haïti et que la situation d'Haïti ne peut pas être celle de la Chine. Les objectifs pour un pays enclavé ne sont pas les mêmes que pour un pays insulaire», illustre le secrétaire exécutif.

«Ce qui est encore important, c'est non seulement d'adopter ce plan au niveau de la conférence internationale, mais [...] de l'intégrer au niveau national, insiste le secrétaire exécutif. On donne deux ans [aux pays] pour intégrer leurs objectifs qui seront adoptés en tant qu'objectif national.»

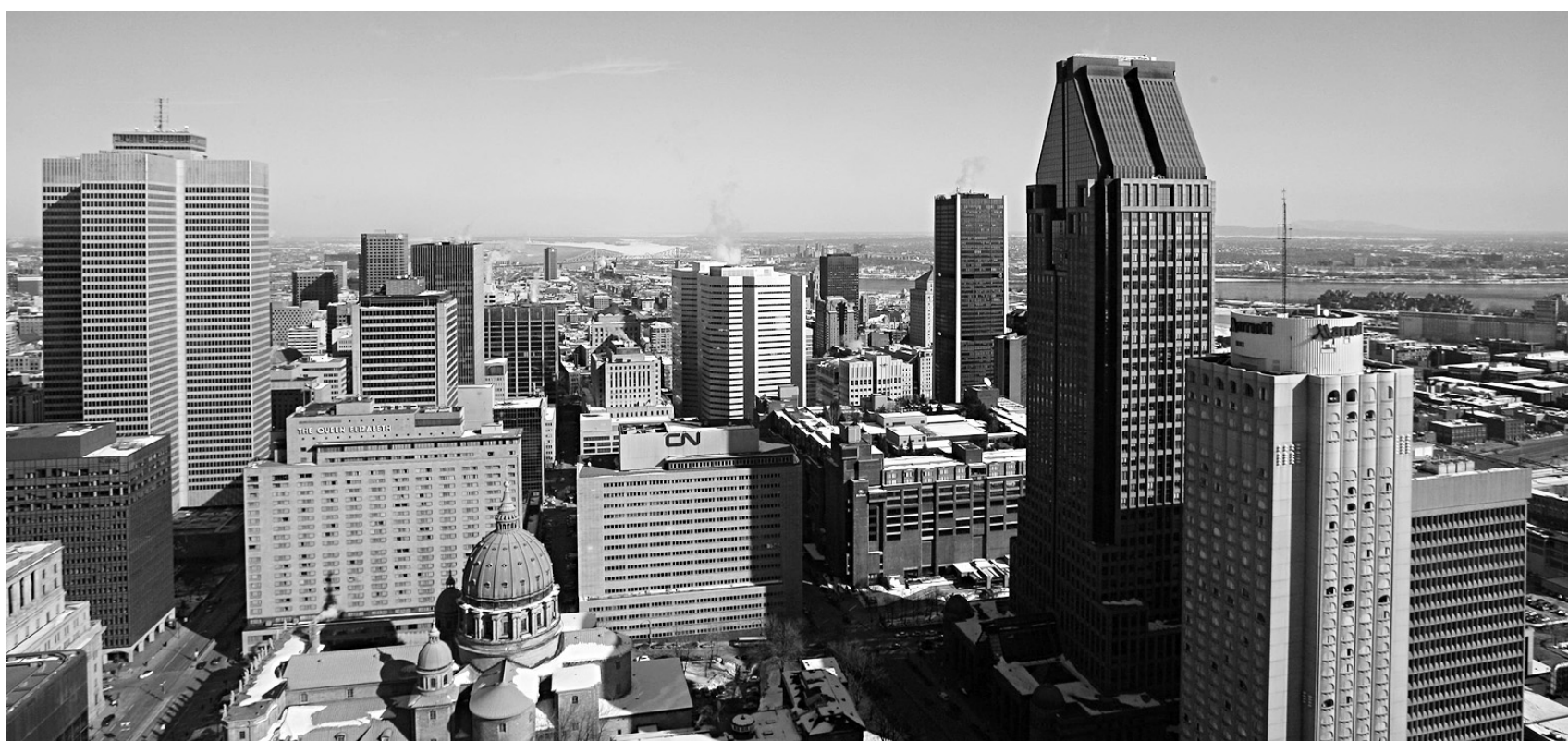
L'équivalent d'un GIEC pour la biodiversité

Le déploiement d'un mécanisme international d'expertise semble pressant. Le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), récipiendaire du prix Nobel de la paix en 2007, a prouvé l'efficacité de ce type de mécanisme dans son combat contre le réchauffement de la planète. L'enjeu de la diversité biologique en a presque souffert, demeurant quelque peu dans l'ombre de celui des changements climatiques.

Du côté de la biodiversité, un vide semblait subsister. Aucune plate-forme aussi efficace dans l'échange d'expertise, de consultation et de sensibilisation ne s'activait avec autant d'ardeur. La Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques devrait enfin s'atteler à des tâches similaires au GIEC. Le feu vert devrait être donné en juin prochain lors d'un sommet à Séoul.

«A cette réunion, on va discuter des modalités pratiques, parce que [...] tous les participants sont d'accord.»

«Et l'idée, c'est de faire des recommandations à Nagoya», rappelle le secrétaire exécutif.



Montréal est le siège du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le Devoir

Indicateur

La diversité est une richesse

Fraîchement arrivé au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, Didier Babin ne cache pas son rêve de voir la biodiversité

d'un pays, ne suffisent plus.

«On peut avoir des indicateurs économiques qui augmentent, qui disent en gros que tout va bien, alors qu'on peut avoir une catastrophe naturelle et qu'on peut avoir de la pollution», souligne M. Babin, qui considère que le

La biodiversité doit s'ajouter aux méthodes utilisées pour mesurer le développement d'un pays

s'ajouter aux méthodes utilisées pour mesurer le développement d'un pays. A son avis, les indicateurs économiques comme le taux d'emploi, le PIB, l'inflation et les perspectives financières, auxquels on se restreint trop souvent pour diagnostiquer l'état de santé

temps est venu d'élaborer un indicateur qui prendrait en considération l'état des services écosystémiques. «Si je perds des services produits par la biodiversité et des services écosystémiques, qui n'ont pas de valeur marchande actuellement, il faudrait quand même réussir d'une manière ou

d'une autre à savoir ce que je perds ou bien combien je dois réinvestir pour les recréer.»

Ce type d'indicateur, tout de même complexe à définir, permettrait aux gouvernements d'orienter leurs politiques de façon à ne pas négliger les avantages que la nature offre déjà aux populations. «Essayer d'inventer un système dans lequel les pertes de services gratuits aient une signification dans un système qui est pour l'instant purement lié à des indicateurs de commerce, c'est une manière un peu nouvelle de donner une valeur à la biodiversité.»

É. P. É.

Pays hôte

Le Canada doit donner l'exemple

Depuis 1996, Montréal abrite le siège du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, la seule Convention de Rio située en Amérique du Nord. Par contre, le Canada n'a toujours pas ratifié le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

«Nous espérons bien que le Canada nous rejoindra bientôt, car il est anormal pour un pays d'abriter un secrétariat et de ne pas adhérer aux objectifs», se désole Ahmed Djoghlafl, secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique depuis 2005.

Le Protocole de Cartagena permet aux gouvernements de manifester leur volonté d'accepter, ou non, les importations de produits agricoles contenant des organismes vivants modifiés (OVM), mieux connus sous le nom d'organismes génétiquement modifiés (OGM).

Du même coup, M. Djoghlafl exprime «le vœu de voir le Canada, dans sa diversité, s'élever en tant que modèle, en tant que porte-voix et porte-

drapeau des objectifs de la Convention [sur la diversité biologique].»

Bien qu'il dépende administrativement du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique assume les lourdes responsabilités d'organiser les réunions, de rédiger les documents, d'aider les gouvernements membres de la Convention à mettre en œuvre leur programme de travail, de coordonner les travaux de la Convention avec ceux d'autres organisations internationales et de collecter et diffuser les informations.

«Le rôle du pays hôte est essentiel à la réussite de notre mandat», rappelle M. Djoghlafl. «L'établissement d'un partenariat renforcé entre le Secrétariat et les représentants des acteurs de la société civile canadienne, provinciale et municipale est essentiel», lance-t-il en forme d'appel.

É. P. É.

CARREFOUR DE LA CITOYENNETÉ RESPONSABLE

www.evb.csq.qc.net
1 877 850-0897

La Terre dans votre assiette

NOURRIR LE MONDE

UQAM
Pavillon
Judith-Jasmin
Montréal

12 et 13 mai 2010
14 mai - Marche 2/3 2010

en partenariat avec la Fondation Monique-Fitz-Back, L'OEUVRE LÉGER, l'Union des producteurs agricoles, l'Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec, Oxfam-Québec et sa division jeunesse, le CLUB 2/3, l'Agence canadienne de développement international et la société d'état RECYC-QUÉBEC

JOUR DE LA TERRE

À l'Écomusée du fier monde

Les citoyens rêvent leur ville verte

« Habiter une ville durable » ouvre ses portes le 22 avril

Premier volet en juin 2009: dans le cadre des rendez-vous sur le développement durable Jeanne-Mance, le Centre de l'écologie urbaine de Montréal et l'Écomusée du fier monde constatent le présent, dressent un portrait de la situation et, chiffres à l'appui, démontrent l'ampleur des défis à relever. Fin 2009, l'exposition revient avec cette fois des outils, des expériences inspirantes d'ici et d'ailleurs. Ce troisième volet, intitulé «Rêver le possible», expose des idées, des réflexions, des engagements pris envers notre milieu de vie et fournis par les visiteurs lors des deux premiers temps de l'exposition.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

« Le développement durable, ça se traduit différemment selon les types d'habitat, souligne Normand Brunet, commissaire de l'exposition. Les milieux naturels, les milieux agricoles ont leurs propres préoccupations. En ville, il y a des caractéristiques de densité, de territoire, il y a un nombre important d'automobiles, la qualité de l'air, la production de gaz à effet de serre, etc. Nous sommes en face d'un habitat spécifique qui a ses problématiques particulières et dont il faut absolument s'occuper puisque, au Québec, 80 % de la population vit en ville. »

S'en occuper, mais surtout sensibiliser la population et les pouvoirs publics. Car le développement durable ne peut véritablement prendre son envol s'il n'est pas porté par une action à la fois individuelle et collective. Ainsi, au cours de l'été dernier, un kiosque sur roulettes tiré par un vélo s'est promené sur différents lieux de festivités pour aller à la rencontre du public, lui présenter un condensé de l'exposition, le sensibiliser, voir comment il réagit, comment il se sent interpellé par la question, et recueillir son témoignage, ses idées. « C'est ce que nous allons exposer dans cette troisième phase, explique Normand Brunet. Nous reprenons une partie des deux premiers volets, mais nous illustrons surtout ce que les citoyens nous ont dit, leur façon d'aborder cet enjeu métropolitain, de la collecte des résidus alimentaires jusqu'à la présence

de marchés saisonniers dans tous les quartiers, en passant par l'aménagement de toits verts au centre-ville, par exemple. »

Des citoyens responsables ?

Sensibilisés, les Montréalais? Plus ou moins. « Il y a encore de grosses lacunes, admet le commissaire. Il y a beaucoup de gens qui savent ce qu'ils pourraient faire, comme prendre moins souvent leur voiture, mais qui ne le font pas. Et puis, il y a quand même ceux qui sont actifs, qui font du compost notamment. Ils ont une réflexion, particulièrement sur ce que les autorités publiques devraient mettre en place. Il y a encore un travail d'éducation à mener, et cette exposition est aussi là pour ça, mais, règle générale, aujourd'hui, la population est consciente des enjeux, des problèmes et même des solutions. Ce qui ne signifie pas qu'elle adopte les gestes responsables. »

Et la municipalité dans tout ça? Comment se situe Montréal par rapport aux autres villes à travers le Canada et tout autour du monde? L'adoption du plan stratégique de développement durable est un bon début. Certaines actions ont déjà été réalisées, mais l'exposition prône l'accélération. Le système collectif de vélo-partage Bixi est louangé comme une innovation en Amérique du Nord. Idem pour son équivalent automobile Communauto, qui inspire bien des villes partout sur la planète. « Le plan de transport est intéressant également, en matière de formulation, estime M. Brunet. Mais il faut maintenant réellement l'implanter et favoriser le

transport actif, mieux travailler sur la place des piétons, leur assurer des aménagements adéquats, sensibiliser les automobilistes, etc. »

Propositions venues d'hier

Des propositions, des innovations, des expériences que les créateurs de l'exposition sont allés également chercher ailleurs, partout dans le monde. Comme le tramway parisien, qui a refait surface en 1992 après avoir disparu dans les années 1930. Comme à Stockholm, où le quartier Hammarby, situé près du centre-ville, a été conçu selon le principe de l'écologie industrielle et comporte un système intégré de gestion de l'énergie, de l'eau et des déchets. Ainsi, le traitement des eaux usées de la collectivité génère un biogaz qui alimente les cuisinières domestiques et les autobus, et les déchets solides sont collectés par des systèmes d'extraction sous vide pour le recyclage, le compostage et la production de combustibles pour le chauffage.

Plus proche de nous, l'écovillage de Cleveland est caractérisé par la construction de logements écologiques et abordables, par l'investissement dans des infrastructures pour le transport en commun et le transport actif, ainsi que par l'abondance des espaces publics destinés à l'agriculture urbaine, aux aires de jeux et de rencontres sociales. Alors que, à Portland, la transformation de bâtiments industriels vacants en logements ou en autres lieux à caractère social préser-



Vue d'une partie de l'exposition « Habiter une ville durable » à l'Écomusée du fier monde

SOURCE ÉCOMUSÉE DU FIER MONDE

ve le patrimoine culturel et l'identité de la ville.

« Dans le développement durable, les dimensions sociale et écologique sont très liées, explique Normand Brunet. L'une ne va pas sans l'autre. Au-delà du tri sélectif, l'équité, la solidarité, la participation, l'accès à une certaine qualité de vie pour tous, c'est fondamental. C'est pourquoi l'exposition s'intéresse à trois thématiques distinctes: consommer, se déplacer, se loger.

Mais nous restons cependant confrontés à l'individualisme et au fait que tout notre système économique, politique, social est fondé sur la consommation. La crise que nous venons de traverser aurait été un moment idéal pour changer de modèle... mais celui-ci n'a pas été remis en question. Nous sommes aux prises avec une tendance lourde, un système bien implanté. L'exposition explore des pistes, mais le défi est grand et le chemin va

être encore long. »

Collaboratrice du Devoir

INFOS PRATIQUES

Habiter une ville durable, du 22 avril au 13 juin, à l'Écomusée du fier monde, 2050, Amherst, Montréal. Métro Berri-Uqam. Plein tarif: 6 \$, tarif réduit: 4 \$. Afin de souligner le Jour de la Terre, l'accès à l'exposition sera gratuit du 22 au 25 avril. www.ecomusee.qc.ca



SOURCE ÉCOMUSÉE DU FIER MONDE

L'exposition « Habiter une ville durable » vise surtout à illustrer la façon qu'ont les Montréalais d'aborder l'enjeu du développement durable, de la collecte des résidus alimentaires jusqu'à la présence de marchés saisonniers dans tous les quartiers, en passant par l'aménagement de toits verts au centre-ville.

LE MONDE EST PETIT
NOUS VOYONS GRAND

Le programme de théâtre de Concordia favorise le changement et le militantisme social

Un professeur de Concordia valide une théorie vieille de 126 ans

Un sociologue de Concordia propose de nouvelles pratiques d'agriculture durable

Un professeur de Concordia capte l'énergie du vent à l'aide de petites éoliennes révolutionnaires

Un chercheur de Concordia à la tête du Réseau canadien de recherche sur les bâtiments solaires

Des étudiants en gestion de Concordia campent dans les rues et recueillent 42 000 \$ pour les sans-abri

Des experts en génomique de Concordia chapeautent la recherche sur les biocarburants et les bioproduits

Un professeur de Concordia propose de nouvelles pratiques d'agriculture durable

CONCORDIA. POUR VOIR GRAND.

www.concordia.ca

ENVIRONNEMENT
JOUR DE LA TERRE
CE CAHIER SPÉCIAL
EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR
Responsable NORMAND THÉRIAULT
ntheriault@ledevoir.ca
2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.
Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com
FAIS CE QUE DOIS

vive les
radis, vive le crabe des neiges, vive
les patates, vive la goberge, vive les crevettes,
vive la canneberge, vive le sel de mer, vive les huîtres, vive
la rhubarbe, vive la morue, vive la perchaude, vive les pétoncles,
vive le gingembre, vive la sole, **vive** le saumon sauvage, vive le turbot,
vive le chou, vive les langoustines, **vive le homard,** vive les écrevisses, vive
les oignons, vive les navets, vive les **courgettes,** vive la laitue de mer, vive le doré,
vive les échalotes, vive le panais, vive **les carottes,** vive les algues, vive les palourdes,
vive les mûres, vive les bleuets, vive les fraises, vive la plie grise, vive la truite arc-en-ciel,
vive **les framboises, vive l'avoine, vive la ciboulette, vive** la truite mouchetée, vive le caviar,
vive le **concombre, vive le bœuf, vive la citrouille,** vive **les** escargots, vive le hareng, vive le
flétan, vive **le maïs, vive l'orge, vive le blé, vive les prunes,** vive les sardines, vive le thon jaune, **vive**
la truite, vive **le brocoli, vive les asperges, vive la** sole, vive l'éperlan, vive la fleur de sel, **vive le**
saumon, vive **les tomates, vive le fenouil, vive la** lotte, vive la daurade, vive les moules, vive la **laitue,**
vive l'anguille, **vive les haricots, vive le poivron,** vive la raie, vive le crabe, vive la pieuvre, vive le bar,
vive le hareng, **vive l'estragon, vive les patates,** vive le pangasius, vive les haricots de mer, **vive les**
langoustes, vive **les aubergines, vive le lapin,** vive le calmar, vive le saumon sauvage, vive **le poulet,**
vive les mollusques, **vive le piment, vive la lime,** vive l'oursin, vive le poulpe, vive le tilapia, vive **les poires,**
vive le tilapia, vive le **cacao, vive** les palourdes, vive les huîtres, vive le maquereau, vive **le chou-fleur,**
vive les sardines, vive la **goyave,** vive les langoustines, vive les algues, vive la morue, vive **le cantaloup,**
vive le poulpe, vive le bar, **vive le café,** vive les palourdes, vive les sardines, vive les **oranges, vive**
les haricots de mer, vive l'oursin, **vive la** sole, vive la laitue de mer, vive les langoustes, **vive la lime,**
vive la daurade, vive les anchois, vive **la fleur de sel,** vive les crevettes, vive les sardines, **vive les**
palourdes, vive les huîtres, vive la morue, **vive les amandes,** vive le thon jaune, vive le hareng, **vive**
les langoustines, vive le maquereau, vive le **fruit de la passion,** vive l'anguille, vive les huîtres, vive
le pangasius, vive l'aiglefin, vive le crabe, **vive les oranges, vive** le mahi-mahi, vive l'espadon,
vive les anchois, vive la lotte, vive le bar, **vive les avocats, vive les ananas,** vive les mollusques,
vive la daurade, vive le hareng, vive la **noix de coco, vive les arachides,** vive les sardines,
vive le crabe, vive la pieuvre, vive la **mangue, vive les noix du Brésil,** vive le poulpe,
vive la raie, vive les moules, vive les **amandes, vive la goyave, vive** le bar, vive les
palourdes, vive les sardines, vive les **bananes, vive les citrons,** vive l'oursin,
vive les huîtres, vive les anchois, vive **les kumquats, vive la** lotte, vive
le saumon, vive les crevettes, vive **les pamplemousses,** vive le bar,
vive le maquereau, vive les **raisins, vive les** algues, vive
la pieuvre, vive l'oursin, **vive les melons,** vive les
sardines, vive **le cantaloup,** vive
la **papaye**

Vive la Terre

IGA

Fière alliée du Jour de la Terre